

# Étude de cas sur l'accélération de la réalisation de l'ODD 6 par pays **Cambodge**

2024



# Études de cas sur l'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable 6 par pays

**ONU-Eau est un mécanisme de coordination du système des Nations Unies dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.** À la fin de 2023, il était composé de 35 entités des Nations Unies (Membres) et de 48 autres organisations internationales (partenaires) travaillant sur les questions relatives à l'eau et à l'assainissement. Le rôle d'ONU-Eau est de veiller à ce que les Membres et les partenaires agissent de concert pour relever les défis mondiaux liés à l'eau.

**Le dernier rapport d'avancement montre que nous sommes très loin d'atteindre l'objectif de développement durable 6 (ODD 6).** Au rythme actuel des progrès, le monde n'atteindra pas les objectifs mondiaux d'ici à 2030. En 2021, ONU-Eau a indiqué que le monde devait, en moyenne, quadrupler les taux de progression actuels pour avoir une chance d'atteindre l'ODD 6 d'ici à 2030 .

**Il ne suffit pas d'examiner ce qui ne fonctionne pas.** Nous avons tant à apprendre des nombreux pays qui ont réalisé des progrès significatifs. Depuis 2022, ONU-Eau a donc élaboré des études de cas pour comprendre comment certains pays progressent vers la réalisation de l'ODD 6. Ces études de cas mettent en évidence les réalisations et décrivent les processus, les conditions favorables et les principaux enseignements à retenir dans les pays sélectionnés pour leurs progrès vers la réalisation de l'ODD 6. À ce titre, chaque étude de cas est une reconnaissance importante des progrès réalisés au niveau national sur une ou plusieurs cibles de l'ODD 6.

**Les études de cas sont destinées à transposer ce qui a fonctionné** et à encourager une action continue pour atteindre l'ODD 6 dans les pays sélectionnés. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) offre une perspective d'ensemble qui permet, dans le cadre de l'étude de cas, de saisir les interactions et les possibilités pertinentes pour l'ensemble des secteurs et des ODD.

**Depuis 2022, ONU-Eau publie chaque année des études de cas sur trois pays.** La sélection est effectuée par le Groupe d'experts d'ONU-Eau sur le Programme 2030, qui s'appuie sur la présentation de rapports sur les progrès accomplis par les pays vers la réalisation des indicateurs mondiaux de l'ODD 6, compilés par les organismes responsables du système des Nations Unies. Pour 2024, les pays sélectionnés par le groupe d'experts sont le Cambodge, la Jordanie et la Tchéquie.

**Le contenu des études de cas est élaboré par ONU-Eau,** qui s'appuie sur les documents partagés par ses Membres et partenaires et les représentants des ministères et institutions concernés dans les pays sélectionnés, y compris les coordonnateurs, à l'échelon national, en matière de surveillance pour les indicateurs mondiaux de l'ODD 6. La présente étude de cas intègre également des données issues d'entretiens avec diverses parties prenantes, menés en mode virtuel et en présentiel. Les études de cas sont examinées et validées par les Membres et les partenaires d'ONU-Eau avant d'être publiées.

---

1. As evidenced by UN-Water (2021).

**Pour permettre la comparaison et l'apprentissage entre pays**, les études de cas examinent les principaux facteurs sous-jacents et les conditions favorables qui ont induit le changement. Très souvent, ces facteurs et conditions sont d'ordre politique, institutionnel ou comportemental, et relèvent des cinq accélérateurs identifiés dans le Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6: le financement, les données et les informations, le développement des capacités, l'innovation, et la gouvernance.

Jusqu'à présent, les pays suivants ont été sélectionnés pour des études de cas sur l'accélération par pays:

**2022:** Costa Rica, Pakistan, Sénégal

**2023:** Brésil, Ghana, Singapour

**2024:** Cambodge, Jordanie, Tchéquie

Pour de plus amples informations:

[www.unwater.org/publications/country-acceleration-case-studies](http://www.unwater.org/publications/country-acceleration-case-studies)

# Table des matières

<b>Résumé</b> .....	5
<b>1. Contexte national</b> .....	6
<b>2. Quelles sont les réalisations obtenues?</b> .....	9
<b>3. Comprendre les réalisations</b> .....	12
Données: accès aux informations sur la qualité de l'eau et les opérateurs du secteur de l'eau .....	12
Gouvernance: des objectifs ambitieux soutenus par des investissements du secteur privé .....	13
Financement: mobilisation de l'investissement privé et du soutien des donateurs .....	14
Développement des capacités: des efforts à tous les niveaux .....	15
Innovation: transposer à plus grande échelle les projets pilotes réussis .....	16
<b>4. Recommandations pour accélérer l'action au Cambodge</b> .....	17
<b>5. Reproductibilité dans d'autres pays</b> .....	18
Possibilités d'échange d'expériences.....	18
<b>Références</b> .....	19
<b>Remerciements</b> .....	21



Vue du village flottant de  
Kampong Khleang, Cambodge.  
Photo: Kelly Lacy

# Résumé

**Il y a trente ans, le Cambodge avait un accès très limité à l'eau potable et la défécation à l'air libre était très répandue.** Aujourd'hui, la situation s'est considérablement améliorée et le pays progresse sur six indicateurs de l'ODD 6. Ces dernières années, le Cambodge a réussi à transformer une compagnie publique de distribution d'eau en déclin en une société bien gérée, à doubler l'accès à l'assainissement dans les zones rurales, à attirer des investissements privés dans le secteur de l'eau et à rendre l'eau courante et l'assainissement accessibles pour la population, y compris dans les petites villes et les zones rurales. Le pays a réussi à éliminer la défécation à l'air libre dans les villes et progresse à présent de manière significative dans les zones rurales. Le Cambodge reste néanmoins confronté à de nombreux défis, principalement la nécessité de développer le traitement des eaux usées et de passer d'une eau et d'un assainissement «améliorés» à une eau et un assainissement «gérés en toute sécurité». Les principaux facteurs et éléments moteurs recensés sont les suivants:

- **Des objectifs ambitieux ont été fixés et sont poursuivis avec détermination.** En 2010, le gouvernement s'est fixé pour objectif de couvrir 100 % des besoins en eau et en assainissement dans les zones rurales et d'éliminer la défécation à l'air libre d'ici à 2025.
- **Les données sur la contamination de l'eau sont accessibles à tous.** Une base de données des puits est publiée en ligne et facilement accessible au public. Un code couleur simple est utilisé. Il s'applique également aux puits situés sur le sol.
- **Le gouvernement mène des campagnes de communication.** Les systèmes de canalisation sont présentés comme plus faciles et moins coûteux,

et les toilettes sont devenues un symbole de statut social. Les investissements des ménages dans l'assainissement et l'hygiène augmentent.

- **Le système de licences est soigneusement conçu.** Afin de garantir la rentabilité de l'investissement, les licences de trois ans ont été transformées en licences de 20 ans.
- **L'investissement privé a un fort effet de levier.** La compagnie publique de distribution d'eau de la capitale est très rentable et se finance en bourse.
- **La principale compagnie publique a adopté une approche de type «Robin des Bois».** En investissant d'abord dans les quartiers riches du centre de la capitale, la Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA) a réussi à interfinancer les quartiers plus pauvres.
- **Les opérateurs privés du secteur de l'eau sont regroupés au sein d'une fédération.** L'Association cambodgienne pour l'approvisionnement en eau (CWA) soutient leur développement et l'échange d'expériences.
- **Des solutions techniques sont adaptées aux contextes locaux.** Des latrines abordables, d'origine locale et résistantes aux inondations jouent un rôle important dans l'amélioration de l'accès à l'assainissement.
- **Des approches de marketing et d'assainissement total piloté par la collectivité ont été mises en œuvre.** Elles ont permis de sensibiliser le public à l'importance de l'assainissement et de l'hygiène et de susciter une demande de changement.

**L'expérience du Cambodge est très utile pour d'autres pays.** Les compagnies des eaux des pays en développement peuvent considérer le succès de la Régie des eaux de Phnom Penh comme une source d'espoir pour de nombreux opérateurs en difficulté. Par ailleurs, les pays qui souhaitent améliorer l'accès dans les zones rurales pourraient s'inspirer de la manière dont le Cambodge a réussi à mobiliser le secteur privé, en particulier dans les petites villes. Enfin, les pays qui souhaitent accroître les investissements du secteur privé devraient étudier la manière dont le Cambodge a rendu le secteur de l'eau attrayant pour les investisseurs.

# 1. Contexte national

**Le Cambodge est un pays de taille moyenne situé en Asie du Sud-Est.** Environ six personnes sur dix vivent dans des zones urbaines, tandis que le reste de la population vit dans des zones rurales (voir le tableau 1). Le Cambodge est considéré comme un pays à revenu moyen inférieur, avec un produit intérieur brut annuel par habitant de 1 759 dollars É.-U. Son économie a connu une croissance rapide au cours des dernières décennies. Le Cambodge est une monarchie constitutionnelle, le roi étant le chef de l'État et le Premier Ministre le chef du gouvernement. Avec les Accords de 1991 pour un règlement politique global du conflit au Cambodge, le pays est sorti d'une longue période de guerre et de luttes politiques, sociales et économiques. Une opération de maintien de la paix, connue sous le nom d'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), a administré le pays en 1992 et 1993. Depuis une quarantaine d'années, la politique du pays est dominée par un seul parti. Le pays est divisé en 24 provinces, plus l'unité administrative spéciale de la capitale.

**Tableau 1.** Aperçu des données clés relatives à l'eau

<b>Population</b>	17 091 464 (61% rurale) <i>Source:</i> Institut national de la statistique, 2023
<b>Produit intérieur brut</b>	1 759 dollars É.-U./habitant/an (revenu moyen inférieur) <i>Source:</i> Banque mondiale (2022, dollars É.-U. courants)
<b>Ressources renouvelables en eau douce</b>	29 036 m <sup>3</sup> /habitant/an (75% externes) <i>Source:</i> FAO Aquastat (2020)
<b>Eaux de surface</b>	Mékong, Tonlé Sap, Tonlé San, Bassac, fleuves côtiers
<b>Eaux souterraines renouvelables</b>	17,60 milliards de m <sup>3</sup> /an <i>Source:</i> FAO Aquastat (2020)
<b>Écosystèmes liés à l'eau</b>	1,9 % de la superficie des terres <i>Source:</i> Calculé à partir des données du Freshwater Ecosystem Explorer (2022)
<b>Zone boisée</b>	44,8 % de la superficie des terres <i>Source:</i> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (2023)
<b>Prélèvement d'eau</b>	94,0 % agriculture, 4,5 % domestique, 1,5 % industrie <i>Source:</i> FAO Aquastat (2020)
<b>Terres irriguées</b>	5,9 % des terres agricoles <i>Source:</i> FAO Aquastat (2021)
<b>Hydroélectricité</b>	52,4 % de la production d'électricité <i>Source:</i> Agence internationale de l'énergie (AIE) (2021)
<b>Risque de sécheresse</b>	Moyen à élevé <i>Source:</i> Institut des ressources mondiales (WRI) Aqueduct 4.0
<b>Risque d'inondation</b>	Élevé à extrêmement élevé <i>Source:</i> WRI Aqueduct 4.0

Le secteur est supervisé par le Ministère des ressources en eau et de la météorologie (MoWRaM). Par le passé, l'action du MoWRaM s'est concentrée sur l'irrigation. Une approche plus intégrée de la gestion de l'eau a été adoptée plus récemment. Le Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (MISTI) se concentre sur l'approvisionnement en eau courante et le Ministère des travaux publics et des transports (MPWT) est responsable de l'assainissement et du drainage dans la capitale et les autres villes. Le Ministère du développement rural (MRD) joue un rôle de premier plan dans l'approvisionnement en

eau et l'assainissement des zones rurales. Le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) jouent également un rôle clé dans la gestion de l'eau. Au niveau infranational, la Régie des eaux de Phnom Penh est le service public de la capitale, le Comité national cambodgien du Mékong est responsable de la partie cambodgienne du bassin du Mékong et l'Autorité du Tonlé Sap gère le lac et le bassin fluvial du même nom. Les autorités locales sont également impliquées dans la gouvernance de l'eau.

## Villages flottants

Le Tonlé Sap abrite une grande variété d'habitats. Des villages entiers vivent sur des structures flottantes qui se déplacent au gré de l'expansion et de la contraction du lac. Les moyens de subsistance de ces villages dépendent de la pêche et des bateaux pour le transport. Dans ces régions, la gestion sûre de l'eau potable et de l'assainissement reste un défi. Les populations dépendent des eaux de surface. La défécation à l'air libre est fréquente.



Jeune fille cambodgienne dirigeant son bateau dans un village flottant du lac Tonlé Sap. Photo: CEphoto/Uwe Aranas

**Il y a beaucoup d'eau au Cambodge.** Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les ressources intérieures renouvelables en eau douce dépassent annuellement 29 000 m<sup>3</sup> par habitant. En raison de la croissance démographique, ce chiffre a diminué au cours des quatre dernières décennies, mais il demeure élevé. Parfois, il y a même trop d'eau, et la plupart des régions du pays sont exposées à un risque d'inondation élevé, voire extrêmement élevé. Ce phénomène est fréquent et peut endommager les infrastructures hydrauliques.

**La plupart des ressources renouvelables en eau douce du Cambodge proviennent des pays voisins,** en particulier du fleuve Mékong, qui entre dans le pays à partir de la République démocratique populaire lao et en sort vers le Viet Nam, où il se jette dans la mer. La Commission du Mékong a été créée par les pays riverains avec le soutien des partenaires de développement et joue un rôle clé dans la gestion des eaux transfrontalières.

**Les sécheresses sont pourtant de plus en plus fréquentes.** La variabilité saisonnière est très importante. Une grande partie du pays est exposée à un risque élevé de sécheresse. Ce phénomène est lié non seulement aux prélèvements réalisés en amont et au changement climatique, mais aussi à la disparition des forêts et à la dégradation des sols. Les sécheresses sont également aggravées par des saisons sèches de plus en plus chaudes, qui épuisent les réservoirs. Cette situation a de graves répercussions sur les sources d'eau. Malgré les efforts de conservation déployés par le gouvernement national et les partenaires internationaux, la perte de mangroves, de forêts inondées et de zones humides précieuses constitue un problème majeur. Ces écosystèmes liés à l'eau jouent un rôle essentiel dans la régulation du cycle de l'eau car ils assurent la rétention de l'eau et en améliorent la qualité.

**La majeure partie de l'eau est utilisée pour l'agriculture.** Selon la FAO, l'agriculture représente plus de 90 % des prélèvements d'eau, et ce, alors que moins de 6 % des terres agricoles sont irriguées. Moins de 5 % de l'eau

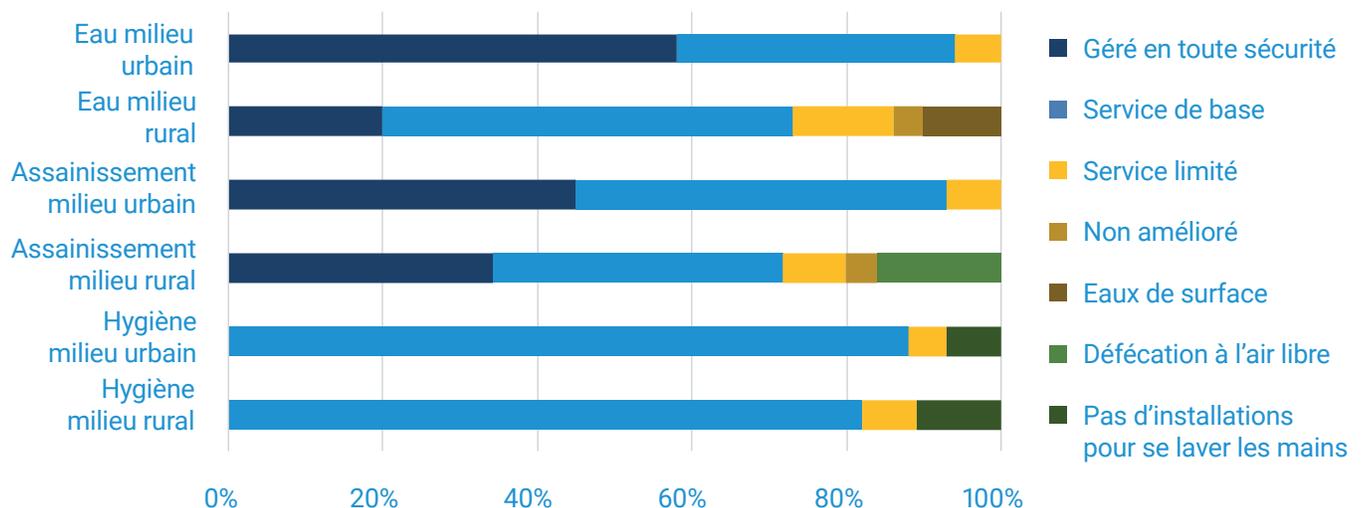
est prélevée pour un usage domestique. Alors que les prélèvements industriels sont très limités, la production hydroélectrique fournit plus de la moitié de l'électricité du pays. Les barrages et les réservoirs modifient l'écoulement naturel de l'eau, tout en représentant un outil utile pour atténuer le risque d'inondation.

**En 2000, moins de 20 % de la population utilisait des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité.** Aujourd'hui, la situation s'est améliorée (voir la figure 1). Dans les zones urbaines, la distribution via le réseau d'eau courante a remplacé les solutions sans canalisations, telles que les puits, tandis que dans les zones rurales, l'approvisionnement à la fois par canalisation et sans canalisation s'est développé. L'accès de plus en plus fréquent à l'eau en bouteille contribue également à l'amélioration observée dans les données. En ce qui concerne l'assainissement, plus d'un Cambodgien sur trois a accès à un service géré en toute sécurité. Les zones urbaines ne connaissent

pratiquement plus la défécation à l'air libre, tandis que celle-ci est encore pratiquée par environ 16 % de la population dans les zones rurales. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 99 % enregistrés en 2000, grâce aux efforts considérables déployés par le gouvernement et les partenaires de développement. Au cours de la même période, l'utilisation de latrines à fosse à chasse d'eau manuelle est passée de 0 % à plus de 70 % dans les zones rurales.

**La diffusion du traitement des eaux usées est limitée** en raison du faible développement des systèmes d'égouts et de collecte des boues. Par conséquent, le risque de contamination est élevé pour les personnes et l'environnement. À Phnom Penh, des investissements importants sont en cours pour développer les réseaux d'égouts et le traitement des eaux usées, avec le soutien des partenaires de développement. Toutefois, la gestion des eaux usées est compliquée et des réformes sont en cours.

**Figure 1: Couverture des ménages en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (2022)**



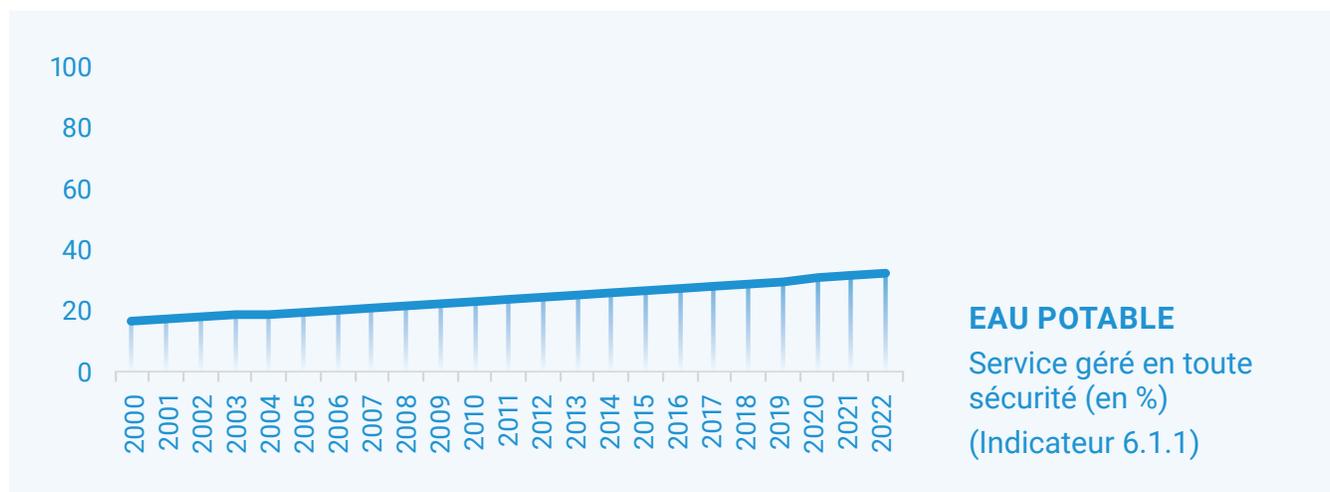
Source: [Portail de données de l'ODD 6 d'ONU-Eau](#)

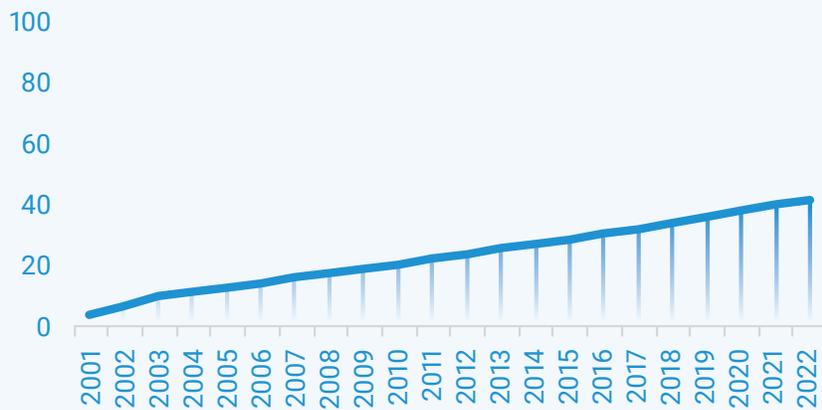
## 2. Quelles sont les réalisations obtenues?

**Le Cambodge a progressé sur six indicateurs de l'ODD 6 et n'a régressé sur aucun.** En 2022, 29 % de la population avait accès à une eau potable gérée en toute sécurité, soit une augmentation de 13 points de pourcentage depuis 2000 (voir la figure 2). Cela signifie que le pays doit encore faire beaucoup de progrès en matière de gestion sûre de l'eau potable, principalement en raison de la contamination par la bactérie *E. coli*. Cependant, le Cambodge a considérablement progressé en matière de fourniture de services de base, ce qui signifie que la majeure partie de la population a maintenant accès à une meilleure eau, l'objectif étant de parvenir à une couverture universelle d'ici à 2025. Le Cambodge a également accompli des progrès significatifs en matière d'accès à un assainissement géré en toute sécurité (indicateur 6.2.1a), qui est passé de 5 % en 2000 à 36 % en 2022. D'énormes progrès ont été obtenus dans l'accès à l'assainissement de base dans les zones rurales, qui a doublé en quelques années, passant de 40 % à environ 80 %. L'hygiène a également progressé, gagnant 20 points de pourcentage en moins de 15 ans et dépassant les 80 % en 2021.

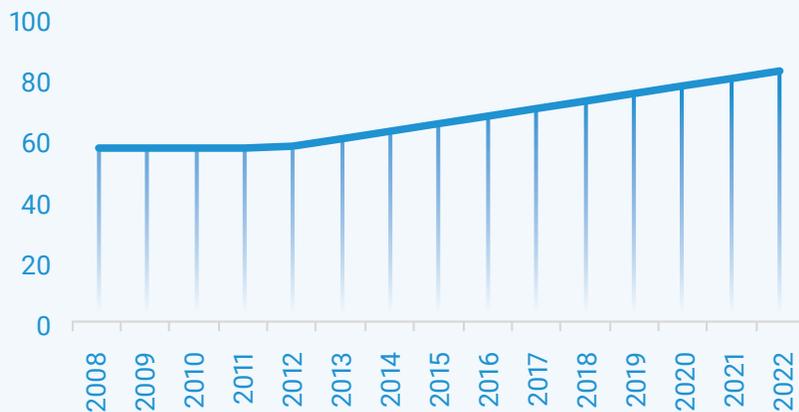
**Le Cambodge a progressé dans de multiples domaines.** Le degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est passé de 46 % en 2017 à 62 % en 2023 (indicateur 6.5.1). Outre les avancées réalisées dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement, l'efficacité de l'utilisation de l'eau s'est également améliorée, le secteur industriel ayant réalisé les progrès les plus importants, suivi du secteur des services. L'agriculture s'est améliorée, passant de 0,23 dollar É.-U./m<sup>3</sup> d'eau utilisé en 2000 à 0,35 en 2019, selon les dernières données disponibles de la FAO (indicateur 6.4.1). Par ailleurs, selon les données du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'étendue spatiale des écosystèmes liés à l'eau évaluée à partir de l'observation de la Terre est restée stable entre 2015 et 2022 (indicateur 6.6.1). Enfin, entre 2014 et 2021, l'aide publique au développement (APD) fournie au Cambodge par les pays donateurs a été multipliée par quatre, passant d'environ 75 à plus de 300 millions de dollars É.-U. (indicateur 6.a.1). Ce chiffre reste toutefois limité, puisqu'il ne représente en moyenne qu'environ 17 dollars É.-U. par habitant et par an.

**Figure 2.** Progrès sur les indicateurs de l'ODD 6 au Cambodge

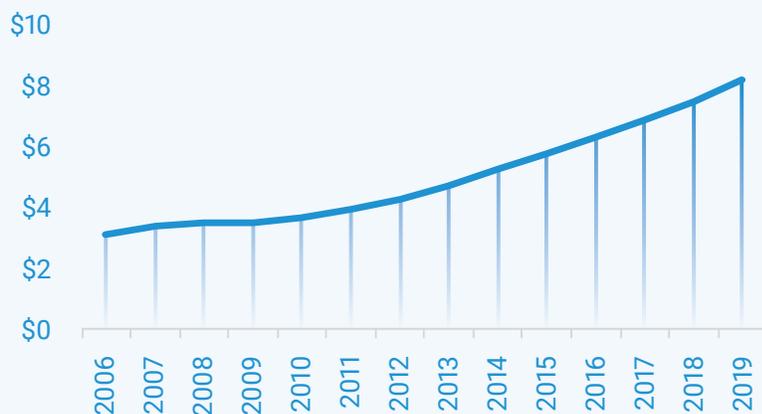




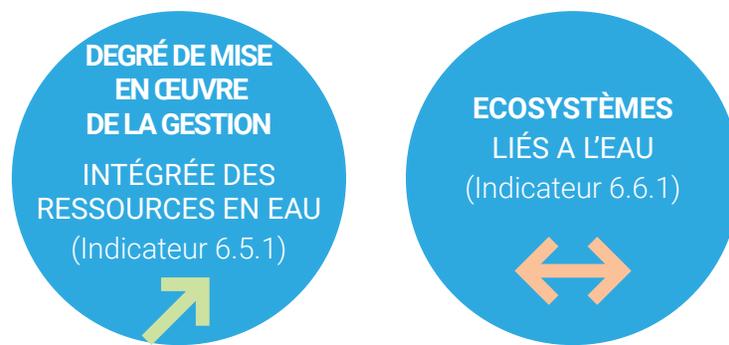
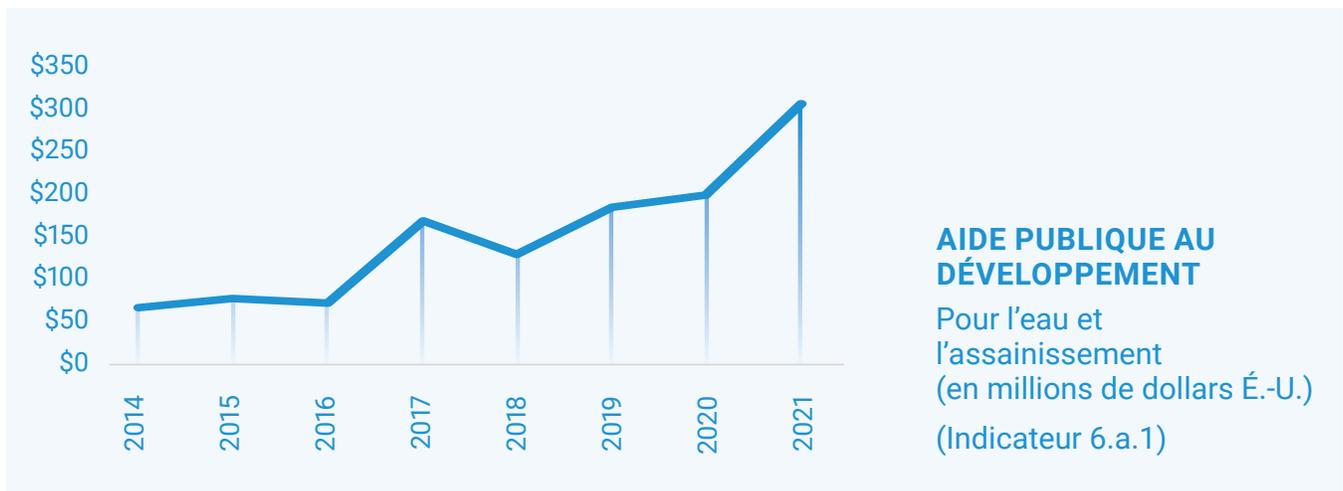
**ASSAINISSEMENT**  
Service géré en toute sécurité (en %)  
(Indicateur 6.2.1a)



**HYGIÈNE**  
Service de base (en %)  
(Indicateur 6.2.1b)



**EFFICACITÉ DE L'UTILISATION DE L'EAU**  
Données non ventilées (en dollars É.-U./m3)  
(Indicateur 6.4.1)



Source: [Portail de données de l'ODD 6 d'ONU-Eau](#)

**L'indicateur 6.1.1 «Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité»** permet de suivre la proportion de la population qui bénéficie de services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité. Un service géré en toute sécurité est défini comme une eau potable provenant d'une source améliorée située sur place, disponible en cas de besoin et exempte de contamination par des matières fécales et par des produits chimiques d'intérêt prioritaire. Les sources d'eau améliorées comprennent l'eau courante, les forages ou les puits tubulaires, les puits protégés, les sources protégées et l'eau conditionnée ou distribuée.

**L'indicateur ODD 6.2.1a «Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité»** mesure la proportion de la population qui utilise une installation sanitaire améliorée, qui n'est pas partagée avec d'autres foyers, et dont les excréta sont traités et éliminés sur place, ou stockés temporairement puis vidés et transportés pour traitement hors site, ou encore transportés avec les eaux usées via les égouts pour traitement hors site. Les installations sanitaires améliorées comprennent les toilettes à chasse d'eau ou à chasse d'eau manuelle se déversant dans un système d'égouts, les fosses septiques ou les latrines à fosse, les latrines améliorées à fosse autoventilée, les toilettes à compostage ou les latrines à fosse avec dalle.

La description des autres indicateurs de l'ODD 6 est disponible à l'adresse [www.unwater.org/our-work/integrated-monitoring-initiative-sdg-6](http://www.unwater.org/our-work/integrated-monitoring-initiative-sdg-6).

# 3. Comprendre les réalisations

**Cette section décrit comment et pourquoi les progrès ont été réalisés.** Elle examine les facteurs directs et indirects qui ont permis ces réalisations, en s'attachant à ceux susceptibles d'être transposés dans d'autres pays. Quatre éléments moteurs ont été identifiés dans le cas du Cambodge: les données et les informations, la gouvernance, le financement, le développement des capacités, et l'innovation. Ils correspondent aux cinq accélérateurs mondiaux du cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6. Ils sont présentés ci-après par ordre de pertinence.

## Données: accès aux informations sur la qualité de l'eau et les opérateurs du secteur de l'eau

**La contamination des eaux souterraines est un phénomène largement connu.** Depuis les années 2000, la population est consciente que l'eau de nombreux puits n'est pas potable. Il s'agit d'une incitation importante à trouver des solutions alternatives, avec ou sans canalisation. Une base de données des puits est publiée en ligne et facilement accessible au public, avec un code

**Le Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6** est une initiative fédératrice visant à obtenir des résultats rapides, à une échelle accrue, pour atteindre l'objectif consistant à garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et des services d'assainissement gérés de façon durable, d'ici à 2030. Le Cadre contribue au nouveau Programme d'action sur l'eau, un résultat de la Conférence des Nations Unies sur l'eau qui s'est tenue en mars 2023.

Pour de plus amples informations:  
[www.unwater.org/our-work/sdg-6-global-acceleration-framework](http://www.unwater.org/our-work/sdg-6-global-acceleration-framework)

couleur simple. Après les essais, les puits ont également été peints (vert = utilisable, rouge = non utilisable). Il s'agit également d'un outil de gestion important, car les ingénieurs et les décideurs ont accès à des données spécifiques telles que la profondeur des puits, les matériaux de tubage et les techniques de forage, ainsi

## Cambodia WellMap

*Cambodia WellMap* est une base de données exhaustive qui contient des informations sur l'emplacement, la construction et la qualité de l'eau des puits ruraux dans tout le pays. Elle permet au public d'accéder à des informations majeures, telles que la contamination par l'arsenic et la concentration en fer, ainsi qu'à des indications sur les puits dont l'eau est impropre à la consommation. La plate-forme a été mise en service en 2010. L'initiative a été lancée par le Ministère du développement rural avec le soutien financier de la Banque mondiale et les contributions de la Banque asiatique de développement (BAsD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de *Resource Development International* et de *World Vision International*.



Source: [Ministère du développement rural du Cambodge](#)

qu'à des paramètres tels que le pH, la turbidité et les contaminants, qui font l'objet d'un suivi de la qualité de l'eau afin de garantir la salubrité de l'eau potable. Cet outil permet aux autorités de planifier la maintenance et l'approvisionnement durable en eau.

**Les licences des opérateurs du secteur de l'eau peuvent être vérifiées.** Géré par le Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (MISTI), le système de surveillance des fournisseurs d'eau publie les données relatives à la licence et à la qualité des fournisseurs, en reliant spatialement les données à la localisation des communes. Les décideurs et les citoyens ont ainsi accès à l'information, ce qui leur permet de contrôler les performances des opérateurs du secteur de l'eau. Pour résoudre les problèmes de sous déclaration des opérateurs, le MISTI prévoit de procéder à une évaluation de tous les opérateurs actifs dans le secteur de l'eau afin d'améliorer le suivi des performances.

**Les objectifs mondiaux ont été adaptés au contexte local.** Le cadre des ODD a été transformé en objectifs de développement durable du Cambodge (ODDC). Il s'agit d'objectifs locaux qui font l'objet d'un suivi régulier. Le cadre de suivi est bien conçu et définit les organisations responsables de chaque indicateur. Étant donné que les définitions et les méthodologies varient, les indicateurs nationaux et internationaux ne sont souvent pas comparables.

### **Gouvernance: des objectifs ambitieux soutenus par des investissements du secteur privé**

**Le gouvernement a défini des objectifs ambitieux et les a poursuivis avec détermination.** En 2010, le Ministère du développement rural s'est fixé pour objectifs de couvrir 100 % des besoins en eau et en assainissement dans les zones rurales et d'éliminer la défécation à l'air libre d'ici à 2025. Ces objectifs ambitieux sont poursuivis avec constance, en coopération avec les partenaires de développement. Le niveau élevé d'ambition a contribué à catalyser le soutien des donateurs.

**Des conditions propices aux investissements du secteur privé ont été créées.** En 2015, le Ministère du développement rural a réformé le système de licences de trois ans pour l'approvisionnement en eau

et a introduit des licences de 20 ans, étant donné que l'amortissement des coûts d'investissement s'étale généralement sur une période de 10 à 20 ans. Une étude de faisabilité est également requise pour que les opérateurs obtiennent une licence. Cette réforme a accéléré la création d'opérateurs privés de services d'eau (PWO) dans les petites villes du pays, mobilisant ainsi les investissements du secteur privé. Il s'agit de domaines dans lesquels le secteur public n'a pas été en mesure d'apporter un soutien suffisant. Cependant, aucun système de licences n'est actuellement en place pour l'extraction de l'eau, ce qui entraîne des prélèvements non réglementés. Cette question est abordée dans la nouvelle loi de 2023 sur la gestion des ressources en eau propre. Une législation secondaire spécifique devrait être élaborée sur les licences d'extraction d'eau car certaines d'entre elles sont utilisées de manière abusive par des opérateurs privés n'assurant pas ou peu de services de distribution d'eau.

**La gestion de l'eau est décentralisée.** Dans les zones rurales, les autorités locales et les organisations non gouvernementales (ONG) fournissent de l'eau aux communautés grâce au financement des donateurs. De nombreux systèmes gérés par les communautés sont temporaires et risquent de ne pas être viables sans l'aide de donateurs. Des communautés d'agriculteurs utilisateurs d'eau ont été créées dans chaque système d'irrigation, mais la plupart ne sont pas encore totalement opérationnelles.

**Une coopération transfrontalière est en place, mais elle est incomplète.** Le Cambodge fait partie de la Commission du Mékong. La coopération avec les pays voisins est essentielle pour une gestion durable de l'eau. Cependant, tous les fleuves et aquifères transfrontaliers ne sont pas entièrement pris en compte et tous les pays riverains ne participent pas pleinement à la Commission du Mékong.

## Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA)

La PPWSA fait partie des quelques grandes compagnies d’approvisionnement en eau des pays en développement qui ont réussi la mutation d’un système bureaucratique dysfonctionnel en une régie des eaux publique bien gérée et très performante, avec le soutien à long terme de l’Agence japonaise de coopération internationale (JICA), de l’Agence française de développement (AFD) et d’autres partenaires. Selon Biswas *et al.* (2021), les enseignements tirés de cette expérience sont notamment le rôle majeur du leadership et de la stabilité du mandat du directeur général, l’importance et l’autonomie de la culture organisationnelle, la réduction de l’eau non facturée, la disponibilité des données et la qualité des rapports, la normalisation de la taille des stations d’épuration et les connexions avec les communautés pauvres. L’approche progressive suivie par la PPWSA commence par la réparation efficace des fuites et la mise à jour de la base de données des clients jusqu’aux contrats de service internes, comme le décrivent Biswas *et al.* (2021).

### Ek Sonn Chan

Monsieur Ek Sonn Chan a été Directeur général de la PPWSA de 1993 à 2012. Il a dirigé la transformation de la PPWSA en une société de distribution d’eau bien gérée, capable de lever des fonds sur le marché boursier. En 2010, la PPWSA a reçu le prestigieux *Stockholm Water Industry Award*, qui a souligné son rôle de premier plan. Par la suite, Ek Sonn Chan a été nommé Premier Sous-Secrétaire d’État au Ministère de l’industrie, des mines et de l’énergie (aujourd’hui MISTI) et Ministre auprès du Premier Ministre. C’est sous son mandat que le MISTI a réformé le système d’octroi de licences, créant ainsi les conditions d’un investissement accéléré dans les opérateurs privés du secteur de l’eau.



Monsieur Ek Sonn Chan (à gauche), Directeur général de la Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA), reçoit le Stockholm Water Industry Award 2010 des mains de Peter Forssman, Président de la Stockholm Water Foundation. Photo: Exray Photo/SIWI

### Financement: mobilisation de l’investissement privé et du soutien des donateurs

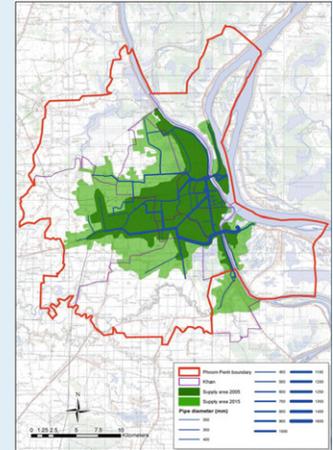
**Les services publics, grands et petits, tirent parti de l’investissement privé.** La PPWSA est très rentable. En 2012, elle a été introduite avec succès à la Bourse du Cambodge, ce qui lui a permis de lever des capitaux privés pour soutenir son développement. Dans les villes plus petites, les progrès sont attribuables à l’expansion des opérateurs privés de distribution d’eau, qui s’appuient également sur des investissements privés, sans

aucune subvention de l’État, à l’exception de prêts à des conditions préférentielles. Un plan d’investissement par province a été élaboré en 2022 avec le soutien du programme australien Investing in Infrastructure pour aider à hiérarchiser les investissements publics et privés.

**Le système a évolué vers une approche sans subvention, tout en s’appuyant sur les envois de fonds et l’aide des donateurs.** En 2014, le Ministère du développement rural a adopté un plan stratégique national qui abandonne les subventions pour l’approvisionnement en eau et l’assainissement dans les zones rurales. La dépendance à l’égard des subventions est considérée comme un

## Adoption d'une approche «Robin des Bois»

En investissant d'abord dans les quartiers centraux et riches de la capitale Phnom Penh, la PPWSA a réussi à créer un modèle d'entreprise solide. Des niveaux d'accessibilité plus élevés lui ont permis d'augmenter suffisamment les tarifs pour dégager des marges suffisantes qui ont pu être investies dans l'expansion et l'amélioration des services. En 2008, la PPWSA a créé un fonds social pour permettre des subventions croisées entre les communautés les plus riches et les plus pauvres. Cela a permis d'étendre l'approvisionnement en eau dans les zones les plus pauvres, notamment aux ménages les plus démunis. Toutefois, selon Biswas et al. (2021), une focalisation excessive sur la rentabilité peut nuire aux subventions croisées et à l'expansion des services dans les communautés les plus pauvres, tant pour les grandes que pour les petites entreprises de distribution d'eau.



Source: Biswas et al. (2021)

frein au développement. Le gouvernement a adopté une approche «d'assainissement total piloté par la communauté» dans certaines régions pour sensibiliser à l'importance de l'assainissement et de l'hygiène et créer ainsi une demande publique de changement, avec une assistance extérieure si nécessaire. Les communautés rurales sont soutenues par les envois de fonds des migrants cambodgiens à l'étranger, ainsi que par l'aide des donateurs. Cette dernière peut être considérée comme une forme de subvention non structurelle, telle que la prise en charge par l'UNICEF des 75 dollars É.-U. de frais de raccordement des ménages les plus pauvres pour avoir accès au réseau de canalisations. En fait, il a été démontré récemment que les subventions peuvent accroître l'accès dans les zones rurales (Michaels, 2022; Kozole, 2023).

### Développement des capacités: des efforts à tous les niveaux

**Le gouvernement mène des campagnes de communication.** Depuis les années 2010, les Ministères de la santé et de l'environnement ont conduit de vastes campagnes de communication qui ont permis de sensibiliser la population. L'accent a été mis sur l'assainissement, l'hygiène et la qualité de l'eau, et notamment sur les dangers d'utiliser des puits contaminés et la possibilité d'utiliser à la place des systèmes de canalisations, qui sont présentés comme

étant plus faciles et moins coûteux à utiliser. En conséquence, les toilettes sont devenues un symbole de statut social. Avec la croissance économique et l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans l'assainissement et l'hygiène.

### Mise en œuvre de l'assainissement total piloté par la communauté et approches de marketing.

L'assainissement total piloté par la communauté a été adapté au contexte national et adopté par le Ministère du développement rural vers 2010. Cette approche encourage un changement de comportement positif en matière d'assainissement et d'hygiène, en utilisant un élément de pression par les pairs, afin d'augmenter la demande pour un meilleur assainissement. Les programmes de marketing de l'assainissement menés par des ONG internationales en collaboration avec des opérateurs privés ont induit un changement de comportement, en aidant les populations à abandonner la défécation à l'air libre et en encourageant l'adoption de systèmes d'assainissement.

**La PPWSA a investi dans les ressources humaines et partage ses expériences.** Le succès et la reconnaissance internationale de la PPWSA en ont fait un modèle à suivre. Au fil des ans, la PPWSA a beaucoup investi dans le développement des capacités de ses ressources humaines. Elle partage désormais son expérience avec d'autres services publics du pays et leur fournit des services.

**L'Association cambodgienne pour l'approvisionnement en eau (CWA) fédère les opérateurs privés du secteur de l'eau.** Elle réunit plus de 300 entreprises du secteur de l'eau, dont elle favorise le développement et l'échange d'expériences. La CWA est la voix des opérateurs privés du secteur de l'eau vis-à-vis du gouvernement et d'autres partenaires.

### **Innovation: transposer à plus grande échelle les projets pilotes réussis**

**Bidons de 20 litres d'eau traitée.** Depuis plusieurs années, une ONG locale déploie des systèmes de production et de distribution de bombonnes de 20 litres d'eau traitée dans tout le pays. Cette initiative est soutenue par un partenariat avec le Ministère du

développement rural et l'UNICEF. Ces bidons sont aujourd'hui largement utilisés et contribuent de manière significative à l'amélioration de l'accès à l'eau potable.

**Filtres pour les écoles rurales.** Des filtres pour le traitement de l'eau ont été déployés dans les zones rurales. Cela a changé les choses dans les écoles, où l'accès à l'eau potable s'est amélioré.

**Latrines adaptées aux conditions locales.** Des modèles de latrines abordables, produites localement et résistantes aux inondations ont également été conçues. Ces solutions sont également importantes pour répondre aux préoccupations en matière de qualité de l'eau et de santé publique.

## **Latrines Easy**

Les latrines Easy ont été conçues avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de la Banque mondiale pour répondre aux besoins locaux, notamment la nécessité de maintenir leur coût en dessous de 20 dollars É.-U., le seuil d'accessibilité défini pour les zones rurales. On estime aujourd'hui que un cinquième des ménages ruraux ont acheté des latrines de ce type, qu'ils préfèrent aux latrines traditionnelles. Le soutien du secteur privé et la promotion de l'assainissement sont nécessaires pour passer à l'échelle supérieure. Elles sont construites avec des matériaux locaux.



Des ouvriers installent les éléments d'une nouvelle latrine pour un ménage rural. Photo: iDE

# 4. Recommandations pour accélérer l'action au Cambodge

**Certaines recommandations sont ressorties de l'analyse des facteurs de progrès vers l'ODD 6**, en particulier des entretiens et des documents publiés. En outre, le Cadre mondial d'accélération de l'ODD 6 fournit également des indications sur les domaines dans lesquels une action pourrait être nécessaire pour accélérer encore les progrès.

**Le Cambodge a investi dans les cinq accélérateurs mondiaux.** Le pays n'aurait pas été en mesure de progresser sur l'ODD 6, et notamment d'accomplir les progrès spectaculaires enregistrés dans l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement, s'il n'avait pas utilisé les cinq accélérateurs recensés dans le Cadre mondial d'accélération de l'ODD 6, à savoir les données et les informations, la gouvernance, le financement, le développement des capacités, et l'innovation. Il ressort des données disponibles que les progrès réalisés sur les six indicateurs de l'ODD 6 au Cambodge sont le fruit de nombreuses actions, allant de la cartographie des puits inadaptés à l'extension des licences pour permettre l'investissement privé, en passant par un service public bien géré qui subventionne les zones et les ménages les plus pauvres, des campagnes de communication menées par le gouvernement, des bidons d'eau et des toilettes innovantes et la promotion de l'assainissement. Plus que dans de nombreux autres pays, le soutien des partenaires en développement semble avoir contribué à une large part des progrès observés.

**Pour atteindre l'ODD 6, le Cambodge doit passer d'une eau et d'un assainissement «améliorés» à une eau et un assainissement «gérés en toute sécurité».** La gestion des eaux usées doit être améliorée. Les latrines à fosse se remplissent rapidement. Les boues doivent être gérées en toute sécurité pour la santé publique et la protection de l'environnement. Le réseau d'égouts doit être étendu dans les villes. Les latrines à fosse doivent être vidées régulièrement, y compris dans les zones rurales. Le cadre juridique et institutionnel de la gestion des eaux usées doit être amélioré. Les partenaires de développement doivent accroître leur soutien à la construction de stations

d'épuration des eaux usées. Des réseaux d'assainissement doivent également être mis en place.

**Parmi les autres recommandations issues de l'étude de cas** figure la nécessité de se concentrer sur les zones reculées et d'adapter l'approvisionnement en eau et l'assainissement aux zones inondées et aux villages flottants. Des licences d'extraction d'eau devraient également être mises en place afin de mieux contrôler la quantité et la qualité de l'eau, en particulier dans un contexte de sécheresses de plus en plus fréquentes. La surveillance des opérateurs privés du secteur de l'eau doit également être renforcée. Les licences devraient être révoquées et réattribuées si elles ne sont pas utilisées. Des mesures doivent être prises pour accroître la confiance de la population dans la qualité de l'eau courante, car beaucoup ne l'utilisent pas pour boire ou cuisiner. Le passage à l'approvisionnement en gros par des opérateurs privés, qui se concentrent ensuite sur la distribution, peut contribuer à améliorer la qualité de l'approvisionnement en eau et l'efficacité du secteur. Les indicateurs de suivi devraient être davantage harmonisés, en particulier avec les normes internationales, afin d'améliorer la comparabilité et de faciliter les références avec d'autres pays. Le plan directeur en matière d'irrigation doit également être mis à jour. D'une manière générale, la communication et la coordination interministérielles pourraient être améliorées. Il est essentiel de continuer à lutter contre la corruption pour renforcer la confiance, attirer de nouveaux investissements et poursuivre les progrès.

# 5. Reproductibilité dans d'autres pays

**L'expérience du Cambodge est très utile pour d'autres pays:** les compagnies des eaux des pays en développement peuvent considérer le succès de la Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA) comme une source d'espoir pour de nombreux opérateurs en difficulté; les pays qui souhaitent améliorer l'accès dans les zones rurales pourront s'inspirer de la manière dont le Cambodge a réussi à mobiliser le secteur privé, en particulier dans les petites villes; enfin, les pays qui souhaitent accroître les investissements du secteur privé pourront s'inspirer de la manière dont le Cambodge a rendu le secteur de l'eau attrayant pour les investisseurs. Les principaux facteurs et éléments moteurs susceptibles d'être reproduits dans d'autres pays sont les suivants:

- **Des objectifs ambitieux ont été fixés et sont poursuivis avec détermination.** En 2010, le gouvernement s'est fixé pour objectif de couvrir 100 % des besoins en eau et en assainissement dans les zones rurales et d'éliminer la défécation à l'air libre d'ici à 2025.
- **Les données sur la contamination de l'eau sont accessibles à tous.** Une base de données des puits est publiée en ligne et facilement accessible au public. Un code couleur simple est utilisé. Il s'applique également aux puits situés sur le sol.
- **Le gouvernement mène des campagnes de communication.** Les systèmes de canalisation sont présentés comme plus faciles et moins coûteux, et les toilettes sont devenues un symbole de statut social. Les investissements des ménages dans l'assainissement et l'hygiène augmentent.
- **Le système de licences a été soigneusement conçu.** Afin de garantir la rentabilité de l'investissement, les licences de trois ans ont été transformées en licences de 20 ans.
- **L'investissement privé a un fort effet de levier.** La compagnie publique de distribution d'eau de la capitale est très rentable et se finance en bourse.
- **La principale compagnie publique a adopté une approche de type «Robin des Bois».** En investissant d'abord dans les quartiers riches du centre de la capitale, la Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA) a réussi à interfinancer les quartiers plus pauvres.
- **Les opérateurs privés du secteur de l'eau sont regroupés au sein d'une fédération.** L'Association cambodgienne pour l'approvisionnement en eau (CWA) soutient leur développement et l'échange d'expériences.
- **Des solutions techniques sont adaptées aux contextes locaux.** Des latrines abordables, d'origine locale et résistantes aux inondations jouent un rôle important dans l'amélioration de l'accès à l'assainissement.
- **Des approches de marketing et d'assainissement total piloté par la collectivité ont été mises en œuvre.** Elles ont permis de sensibiliser le public à l'importance de l'assainissement et de l'hygiène et de susciter une demande de changement.

## Possibilités d'échange d'expériences

Le Cambodge s'implique au niveau du bassin et de la région. La Commission du Mékong et d'autres mécanismes régionaux constituent une plate-forme puissante pour partager l'expérience du Cambodge non seulement en matière de coopération transfrontalière, mais aussi en ce qui concerne ses progrès vers la réalisation de l'ODD 6.

Le Cambodge participe activement aux conventions et processus mondiaux relatifs à l'eau et à l'environnement, tels que le processus de Douchanbé sur l'eau et la Convention de Ramsar sur les zones humides. Il s'agit également d'occasions utiles d'échange d'expériences.

# Références

## Documents gouvernementaux

- Cambodia Forest Cover 2016
- Cambodian Sustainable Development Goals 2016-2030: Revised List of Targets and Indicators by Goals, 2022
- Review of the 2014-2025 National Strategic Plan (NSP) and 2019-2023 National Action Plan (NAP II) of the Ministry of Rural Development, 2022
- Cambodia's Voluntary National Review, 2023
- Annual Report of MoWRaM for 2023
- Annual Report of Tonlé Sap Authority for 2023
- Annual Report of Cambodia National Mekong Committee for 2023

## Documents des Nations Unies

- United Nations Development Programme (UNDP) (2020), *Development of Groundwater Management Strategy in Cambodia: Institutional Assessment, Capacity Building Plan and Proposed Key Components of Ground Water Management in Cambodia*, Phnom Penh.
- UNEP (2017, 2020, 2023), *Country Survey Instrument for SDG Indicator 6.5.1*, Nairobi.
- UN Economic Commission for Europe (UNECE) and UN Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) (2017, 2020, 2023), *Reporting on Global SDG Indicator 6.5.2*, Geneva-Paris.
- UNICEF (2019), *Water, Sanitation and Hygiene: Country Programme 2019-2023*, Phnom Penh.
- UNICEF (2023), *Climate Rationale for Water, Sanitation and Hygiene Services in Cambodia*, New York.
- UNICEF and WHO (2021), *Assessing the Affordability of Water, Sanitation and Hygiene: Cambodia Country Case Study*, Phnom Penh.

## Autres rapports

- ADB (2019), *Cambodia: Third Rural Water Supply and Sanitation Sector Project*, Proposed Loans, Grant and Administration of Grant, Manila.
- ADB (2021), *Cambodia: Second Rural Water Supply and Sanitation Sector Project*, Completion Report, Manila.
- ADB (2024), *Cambodia: Urban Water Supply Project*, Completion Report, Manila.
- Investing in Infrastructure Program (2022), *Provincial Investment Plan for Piped Water Supply in Cambodia*, Phnom Penh.
- Mekong River Commission (2021), *Basin Development Strategy 2021-2030 & MRC Strategic Plan 2021-2025*, Vientiane.
- Sanitation and Water for All (2022), *Cambodia: Country Overview*, Manila.

## Publications scientifiques

- Biswas, Asit, Pawan K. Sachdeva and Cecilia Tortajada (2021), *Phnom Penh Water Story: Remarkable Transformation of an Urban Water Utility*, Springer, Cham. DOI: [10.1007/978-981-33-4065-7](https://doi.org/10.1007/978-981-33-4065-7)
- Kozole, Tyler, Marlaina Ross, Chris Nicoletti, Jennifer Rogla, Nate Ives, Amjad Alif and Ratsamngang Prom (2023), Impact of targeted subsidies on access to resilient sanitation for climate-vulnerable households in rural Cambodia, *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, vol. 13, no. 12, 931-940. DOI: [10.2166/washdev.2023.039](https://doi.org/10.2166/washdev.2023.039)
- Michaels, Terra, Chanmeakara Suong, Chanrith Chi, Lyheang Morm, Phanit Mab and Justine Denis (2022), Increasing access to piped water for poor households: an analysis of water connection subsidy projects implemented by the GRET, *H<sub>2</sub>Open Journal*, vol. 5, no. 4, 567-581. DOI: [10.2166/h2oj.2022.024](https://doi.org/10.2166/h2oj.2022.024)
- Sithirith, Mak, Sok Sao, Sanjiv de Silva, Heng Kong, Chay Kongkroy, Tim Thavrin and Hy Sarun (2024), Water governance in the Cambodian Mekong Delta: the nexus of FWUCS, community fisheries (CFIS), and community fish refuges (CFRS) in the context of climate change, *Water*, vol. 16, no. 242. DOI: [10.3390/w16020242](https://doi.org/10.3390/w16020242)
- Souter, Nicholas J., Kashif Shaad, Ratha Sor and Derek Vollmer (2023), Freshwater health index assessment of the Tonlé Sap basin, *Cambodian Journal of Natural History*, vol. 1, 34-61. URL: <https://rupp.edu.kh/cjnh/journal/CJNH-2023-1/Souter%20et%20al.%202023%20Freshwater%20health.pdf>
- Zuin, Valentina, Vandy MOUNG, Rachel Juay and Jessica Tribbe (2024), Jumping up the sanitation ladder in rural Cambodia: the role of remittances and peer-to-peer pressure in adopting high-quality latrines, *PLOS Water*, col. 3, no. 5, e0000151. [10.1371/journal.pwat.0000151](https://doi.org/10.1371/journal.pwat.0000151)

## Données de référence

- FAO Aquastat, last accessed 17 May 2024. URL: [www.fao.org/aquastat](http://www.fao.org/aquastat)
- UN-Water SDG 6 Data Portal, last accessed 17 May 2024. URL: [www.sdg6data.org](http://www.sdg6data.org)
- World Bank Open Data, last accessed 17 May 2024. URL: <https://data.worldbank.org/>
- WRI Aqueduct 4.0, last accessed 17 May 2024. URL: [www.wri.org/aqueduct](http://www.wri.org/aqueduct)

# Remerciements

**Institutions dont les représentants ont participé aux entretiens préparatoires:** Ministère des ressources en eau et de la météorologie, Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (MISTI), Ministère du développement rural (MRD), Ministère de la planification, Comité national cambodgien du Mékong, Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA), Autorité du Tonlé Sap, Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies, UNICEF, FAO, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), PNUD, UNESCO, Banque mondiale, Banque asiatique de développement, Cambodia Australia Partnership for Resilient Economic Development (CAPRED), Agence française de développement (AFD), Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Partenariat mondial pour l'eau, Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), International Development Enterprises (iDE), The Stone Family Foundation, Association cambodgienne pour l'approvisionnement en eau (CWA), Institute of Technology of Cambodia (ITC), Université de Glasgow

**Remerciements particuliers à:** Chim Kosal, Michele Paba, Asit K. Biswas, Virak Chan, Souraya Chenguely, Lay Chhan, Kong Chhuon, Marc Goichot, Siti Hasanah, Tony Hel, Ratanak Hoeun, Navy Hort, Phyrum Kov, Tyler Kozole, Minh Lim, Sambo Lun, Solieng Mak, Claire Meyer, Terra Michaels, Léa Musso, Te Navuth, Chantha Oeurng, Chandarany Ouch, Rany Pen, Chreay Pom, Pilar Roig-Rotger, Jo Scheuer, Andrew Shantz, Sokly Siev, Rachel Situmorang, Thavin So, Phanna Sok, Thun Soriya, Nimol Soth, Thach Sovanna, Chhum Sovanny, Chanmeakara Suong, Sokchea Tan, Pheaktra Thlang, Phalla Thuch, Mola Tin, Aya Tokumoto, Cecilia Tortajada, Eam Sam Un, Kol Vathana, Thorchet Veyana, Samol Ya, Roitha Yong

**Membres contributeurs du Groupe d'experts d'ONU-Eau sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030:** Colin Herron (Partenariat mondial pour l'eau)

**Référence suggérée:** ONU-Eau (2024), *S'Etude de cas sur l'accélération de la réalisation de l'ODD 6 par pays: Cambodge*, Genève.

